

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Le pouvoir adjudicateur :

**CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
(CNAM)**

Objet de l'accord-cadre :

**PRESTATIONS DE RESTAURATION COLLECTIVE ET DE DISTRIBUTION
AUTOMATIQUE DU SIEGE DE LA CNAM**

Procédure adaptée en vertu de l'objet, en application des articles L.2123-1-2°, R.2123-1-3°, R.2123-2, R.2123-4, R.2123-5 et suivants du Code de la commande publique

AC.2025.2002

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - <i>Objet</i>	<i>4</i>
1.2 - <i>Décomposition.....</i>	<i>4</i>
1.3 - <i>Exécution de la tranche optionnelle.....</i>	<i>4</i>
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 – PROCÉDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4.1 – <i>Durée de l'accord-cadre</i>	<i>6</i>
4.2 – <i>Point de départ des prestations.....</i>	<i>6</i>
ARTICLE 5 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE	7
5.1 – <i>Objet de la clause</i>	<i>7</i>
5.2 – <i>Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion</i>	<i>8</i>
5.3 <i>Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales</i>	<i>8</i>
ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
7.1 – <i>Lieu d'exécution des prestations</i>	<i>11</i>
7.2 – <i>Conditions d'exécution des prestations</i>	<i>11</i>
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES COMMANDES	11
8.1 – <i>Mode de passation des bons de commande</i>	<i>11</i>
8.2 – <i>Délais</i>	<i>11</i>
8.3 – <i>Modification ou annulation d'un bon de commande</i>	<i>12</i>
8.4 <i>Modalités de passation des marchés subséquents</i>	<i>12</i>
ARTICLE 9 - ETABLISSEMENT DES PRIX.....	12
9.1 - <i>Participation employeur.....</i>	<i>13</i>
9.2 - <i>Décomposition du prix du repas au Restaurant d'Entreprise et pour la vente à emporter</i>	<i>14</i>
9.2 - <i>Fréquentation du restaurant d'entreprise.....</i>	<i>14</i>
ARTICLE 10 - MODALITES DE VALIDATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS.....	15
10.1 - <i>Périodicité et modalités de facturation</i>	<i>15</i>
10.1.1 - <i>Pour le restaurant d'entreprise et la vente rapide à emporter</i>	<i>15</i>
10.1.2 - <i>Pour la restauration à la carte.....</i>	<i>16</i>
10.2 - <i>Modalités de transmission des factures</i>	<i>16</i>
10.3 – <i>Mentions devant figurer sur les factures, quel que soit leur mode de transmission</i>	<i>17</i>

<i>10.4 - Modalités de règlement</i>	17
<i>10.5 – Avance due au Titulaire</i>	18
<i>10.6 – Nantissement et cession de créance</i>	18
ARTICLE 11 – VARIATION DES PRIX	18
ARTICLE 12 Clause de réexamen	20
ARTICLE 13 – PENALITES	21
ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	23
<i>14.1 – Confidentialité</i>	23
<i>1.2 – Règlement général sur la protection des données (RGPD)</i>	25
ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE	26
ARTICLE 16 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE	26
ARTICLE 17 – RESILIATION	27
ARTICLE 18 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION	27
ARTICLE 19 – DEROGATION	27
ARTICLE 20 - DROIT APPLICABLE	28

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la gestion des prestations de restauration collective et des prestations associées sur l'ensemble des espaces de restauration de la CNAM, site du Frontalis, sis 50 Avenue du Professeur André Lemierre, 75986 Cedex 20.

Les prestations exécutées sont les suivantes :

Dans le cadre d'une tranche ferme :

- ☐ Une prestation de restauration collective sur le restaurant d'entreprise situé au rez-de-chaussée du bâtiment et disposant de 480 places assises et d'un patio extérieur de 68 places assises. La prestation est composée d'un self-service comprenant une zone dédiée à la prestation de vente à emporter, ainsi qu'une zone d'encaissement des convives.
- ☐ Une prestation de cafétéria de type « coffee shop » dans un espace dédié attenant au self et un encaissement dédié, et disposant d'une capacité de 72 places assises à l'intérieur et d'un patio extérieur de 36 places.
- ☐ Des prestations annexes de type « à la carte » listées dans le CCTP.
- ☐ Une prestation de distribution automatique détaillée dans le CCTP.

Dans le cadre de la tranche optionnelle :

- ☐ Tranche optionnelle : Une prestation de type « coffee shop » sur l'espace de cafétéria, de 10h à 11h 45 et de 14h à 16h.

1.2 - Décomposition

Les prestations sont réparties en deux tranches : une tranche ferme et une tranche optionnelle.

Tranches	Désignation
Tranche ferme	Prestations de restaurations incluant la restauration collective, une prestation de cafétéria de type « coffee shop », des prestations annexes de type « à la carte » et une prestation de distribution automatique détaillée dans le CCTP.
Tranche optionnelle	Prestation de type « coffee shop » dans l'espace de cafétéria, de 10h à 11h 45 et de 14h à 16h

1.3 - Exécution de la tranche optionnelle

L'exécution de la tranche optionnelle relative à la prestation de coffee shop sur l'espace de cafétéria sur une amplitude horaire élargie est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur.

L'affermissement de la tranche optionnelle interviendra par ordre de service dans un délai maximum de 18 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Il ne sera pas accordé au Titulaire d'indemnité de dédit en cas d'inexécution de la tranche optionnelle ni de rabais sur le prix de la tranche ferme, en cas d'exécution de la tranche optionnelle.

Il ne sera pas accordé au Titulaire d'indemnité d'attente en cas de retard dans l'affermissement de la tranche optionnelle.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels qui régissent l'accord-cadre sont, par application de l'article 4.1 du CCAG FCS et ordre de priorité décroissant, les suivants :

- **L'Acte d'engagement et ses annexes financières ;**
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes.**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS),** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services ;
- **Le Cahier de grammaire issu des recommandations du GEMRCN** dans version en vigueur;
- **L'offre du Titulaire après négociations.**

Bien que non jointe au présent accord-cadre, le **CCAG-FCS** est réputé connu du Titulaire. Les parties contractantes lui reconnaissent expressément un caractère contractuel.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3 – PROCÉDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles L. 2123-1-2°, R.2123-1 3°, R.2123-2, R.2123-4, R.2123-5 et suivants du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre n'est pas alloti ; du fait de l'impossibilité de réaliser des prestations distinctes, conformément aux dispositions de l'article L 2113-10 du code de la Commande publique et du fait que la dévolution en lots séparés rendrait plus coûteuse la prestation, conformément à l'article L 2113-11 du code de la Commande publique.

L'accord-cadre mono-attributaire est :

- En partie forfaitaire : prestations relatives au restaurant d'entreprise, à la vente à emporter sur le restaurant d'entreprise et à la cafétéria sur une amplitude horaire restreinte (tranche ferme), et la cafétéria sur une amplitude horaire élargie (tranches optionnelles) ;

- En partie exécuté par des bons de commande et marchés subséquents (prestations annexes), conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-5 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un seuil maximum de 275 000 € TTC par an sur la période ferme de l'accord-cadre. Ce montant maximum est identique pour la période de reconduction de l'accord-cadre. Les prestations à bons de commande sont celles listées dans les prestations annexes à la carte.

Le présent accord-cadre, par application des dispositions de l'article R 2162-4 du Code de la commande publique, est conclu avec un montant maximum sur la partie à bons de commande de 1 100 000 € TTC, de 4 ans.

Ces quatre ans se compose d'une première période de deux ans, reconductible une fois par tacite reconduction à date anniversaire de notification, pour une période de 2 ans

ARTICLE 4 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 – Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de démarrage des prestations prévue le 1er septembre 2025, reconductible tacitement 2 fois par période de 12 mois, dans la limite de 48 mois. Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 17 du CCAP.

En cas de non-reconduction tacite de l'accord-cadre, le Titulaire est informé par écrit de l'intention du représentant de la CNAM de ne pas reconduire l'accord-cadre au moins deux (2) mois avant la date d'échéance de chaque période. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 17 du présent CCAP.

La résiliation de l'accord-cadre entraîne sans délai la résiliation des bons de commande et marchés subséquents.

4.2 – Point de départ des prestations

Les prestations débutent à compter du 1er septembre 2025.

4.3 – Délais d'exécution des prestations

La CNAM peut émettre et notifier au Titulaire des bons de commande et marchés subséquents sous la forme de bons de commande, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande émis sur la base des annexes financières de l'accord-cadre ou des marchés subséquents comportent l'indication de la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées.

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au terme de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder la date limite d'exécution de l'accord-cadre.

En tout état de cause, la durée maximum d'exécution d'un bon de commande est fixée à un mois. De plus, aucun bon de commande ne peut être émis après l'expiration de l'accord-cadre.

En cas de dépassement des délais indiqués dans le bon de commande pour l'exécution des prestations, il est fait application de pénalités, en application du présent CCAP.

ARTICLE 5 – CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

5.1 – *Objet de la clause*

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la CNAM a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le CCAP du présent accord-cadre une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent accord-cadre et aux bons de commandes conclus sur son fondement.

Le Titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans,
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit,
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage),
- Les personnes percevant une pension d'invalidité,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C),
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »,
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet,
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC (Ensemble Paris Emploi Compétences), être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories. Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution de l'accord-cadre
Lot unique : 500 heures

5.2 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus.

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent accord-cadre et la fin de l'accord-cadre.

Le Titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

- **1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

Le Titulaire peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le Titulaire pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante de l'accord-cadre (période entre la date d'embauche en CDI et la fin de l'accord-cadre).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise Titulaire de l'accord-cadre et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- **2ème modalité : la mise à disposition de salariés**

Le Titulaire peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée de l'accord-cadre. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée**

Le Titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet de l'accord-cadre à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

5.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la CNAM a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Adel AATALLA

Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises

adel.aatalla@epec.paris

01 84 74 35 15 – 07 48 88 34 91

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer le Titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner le Titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner le Titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité de l'accord-cadre ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux :

- Un contrôle de l'éligibilité des publics
- Un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au Titulaire après la notification de l'accord-cadre.

À la demande de la CNAM, le Titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés à la CNAM (thomas.bouille@assurance-maladie.fr et dorothee.bellec@assurance-maladie.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC : adel.aatalla@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

En tout état de cause, le Titulaire doit informer la CNAM, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion.

Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue de l'accord-cadre, le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

Les règles appliquées en matière de sous-traitance sont décrites aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande à la CNAM conformément aux dispositions des articles R. 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la CNAM et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de la CNAM.

ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION ET CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 – Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées à l'adresse suivante : CNAM Siège - Immeuble FRONTALIS 50, avenue du Professeur André Lemierre PARIS 20 ^{ème}

Les prestations seront réalisées principalement dans le restaurant d'entreprises mais également en étage, dans les salles de l'ensemble du bâtiment (prestations de restauration à la carte)

7.2 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations sont détaillées au sein du CCTP et du présent CCAP.

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES COMMANDES

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, la CNAM conclut des bons de commande avec le Titulaire sur la base des annexes financières de l'accord-cadre ou sur la base de marchés subséquents.

8.1 – Mode de passation des bons de commande

Les prestations à bons de commande concernent les prestations à réaliser dans le cadre de la restauration à la carte et figurant dans le CCTP.

Chaque bon de commande sera daté et numéroté et établi par la CNAM au fur et à mesure de ses besoins. Les bons de commande seront signés par le Directeur de la CNAM ou toute autre personne dûment habilitée.

Adressés au Titulaire, ils mentionneront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La désignation des prestations ;
- La date et heure des prestations ;
- La durée de réalisation ;
- L'adresse du lieu de livraison ;
- Les prix unitaires de chaque article et les quantités ;
- Le montant total du bon de commande H.T. ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total du bon de commande TTC.

8.2 – Délais

Les bons de commande devront être notifiés au Titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations et seront envoyés par courriel au Titulaire.

Les bons de commande émis par la CNAM et notifiés au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées.

Chaque bon de commande doit être notifié au Titulaire avant tout commencement d'exécution. Les bons de commande émis par la CNAM et notifiés au Titulaire comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées.

Pour rappel, les bons de commande pourront être émis, par application des dispositions de l'article R 2162-6 du Code de la commande publique, jusqu'au terme de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder la date limite d'exécution de l'accord-cadre.

En tout état de cause, la durée maximum d'un bon de commande est fixée à **30 jours** à compter de la réception de la commande par le Titulaire.

8.3 – Modification ou annulation d'un bon de commande

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des prestations.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au Titulaire suivant les modalités prévues dans le présent document. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner.

Mais le Titulaire a droit au paiement :

- Des prestations exécutées avant la notification de l'annulation ou de la réduction de la commande ;
- D'une indemnité couvrant, le cas échéant, les frais et investissements engagés après notification du bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution, et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées (dans le seul cas d'une rectification ou annulation en cours de commande).

Il incombe au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant des prestations exécutées ainsi que de l'indemnité pour frais et investissements.

8.4 Modalités de passation des marchés subséquents

Dans le cas où des prestations non prévues dans la partie à bons de commande sont nécessaires et en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, la CNAM se réserve le droit de passer des marchés subséquents avec le Titulaire sur la base d'un devis à condition de ne pas modifier substantiellement les termes de l'accord-cadre.

Conformément aux dispositions de l'article R 2162-5 du Code de la commande publique, les marchés subséquents ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Le marché subséquent précisera les caractéristiques et modalités d'exécution de la prestation sous la forme d'un bon de commande dans les conditions précitées à l'article 8 du présent CCAP.

ARTICLE 9 - ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre sont des prix unitaires et révisables pour l'ensemble des prestations. Lesdits prix sont détaillés en annexes financières de l'Acte d'Engagement et comprennent :

- Les prestations liées au restaurant d'entreprise et à la vente à emporter établie sur ledit restaurant, avec une partie versée au Titulaire par la CNAM dans le cadre de la « participation employeur » (cf. article 9.1 du CCAP) et une autre partie versée directement par les convives (cf. article 9.2 du CCAP),
- Les prestations de restauration « à la carte » rémunérées par la CNAM,
- Les prestations liées à la cafétéria rémunérées par les convives.

Il est à noter que le Titulaire est redevable de la taxe professionnelle au titre du matériel lui appartenant, affecté à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Cette taxe constitue un élément du prix de repas.

Ces dispositions sont applicables à tout nouvel impôt qui pourrait être créé en remplacement de la taxe professionnelle.

9.1 - Participation employeur

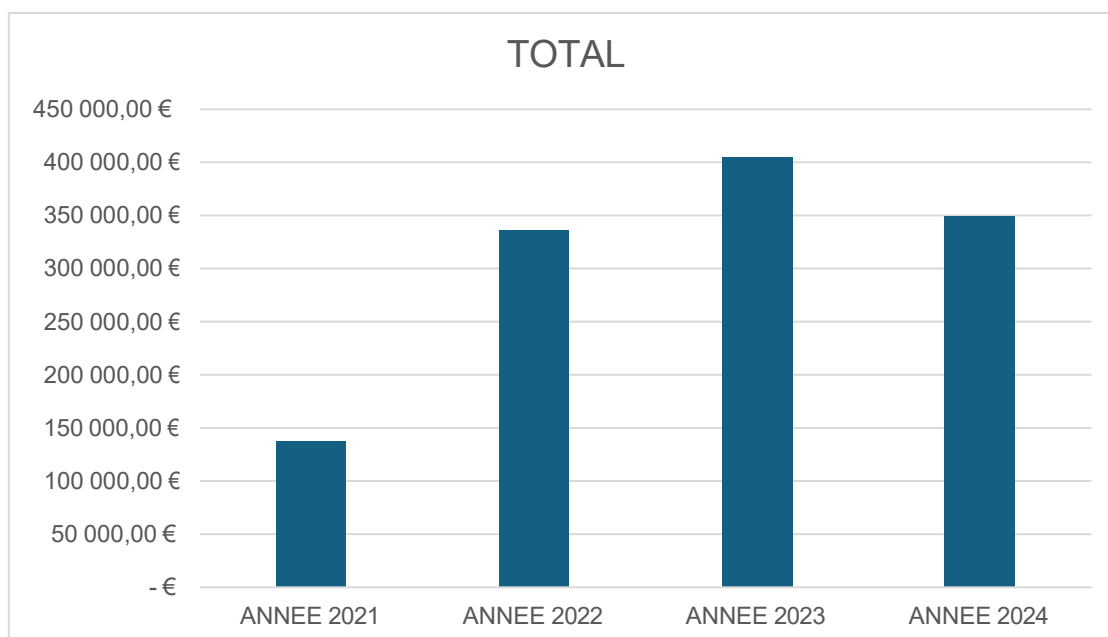
La CNAM participe au financement partiel des repas des convives en contribuant à l'acquisition de chèques-déjeuner dématérialisés ou en prenant en charge le repas pris au sein du restaurant d'entreprise ainsi que la vente à emporter établie sur ledit restaurant, à hauteur de la participation employeur (6,91€TTC). Ce montant est celui pratiqué au sein de la CNAM à la date de publication. Ce montant de participation employeur pourra évoluer au cours du présent accord cadre.

La CNAM verse au Titulaire la somme de 6,91€ TTC par repas et par personne, au titre de la participation aux frais de repas.

Pour tout agent déjeunant au restaurant d'entreprise, ou prenant son repas à emporter depuis ledit restaurant, le Titulaire encaisse auprès du convive la différence entre le prix du repas (voir article 9.2 du présent CCAP) et la participation employeur prise en charge par la CNAM.

La CNAM verse au Titulaire cette participation pour tout repas pris sur le restaurant d'entreprise, dans les conditions précisées à l'article 10.1.1 du présent CCAP.

À titre d'information, le total des sommes versées au Titulaire au titre de la participation employeur depuis la prise d'effet de l'accord-cadre (hors restauration rapide à emporter non concernée à date) (du 1 septembre 2021 jusqu'au 31 octobre 2024 soit 38 mois) est de 1 229 271,84 € TTC, répartie sur la période comme suit :



Décomposition du prix du repas au Restaurant d'Entreprise et pour la vente à emporter

Les repas consommés au self ou dans le cadre de la vente à emporter depuis le self, sont rémunérés à la fois par la CNAM et par le convive. Le prix du repas se compose d'un droit d'entrée et d'un prix unitaire par prestation, dont les montants sont précisés en annexes de l'Acte d'Engagement :

- **Le droit d'entrée** représente les frais fixes, différenciés en fonction des tranches de fréquentation ;
- **La part variable** représente la fourniture de denrées entrant dans la composition du repas). Les prix unitaires des denrées alimentaires sont identiques quelle que soit la tranche de fréquentation appliquée. Ils sont définis en fonction de 3 catégories minimum de tarifs, étant entendu que le convive doit pouvoir avoir le choix entre plusieurs catégories et ainsi constituer par lui-même son reste à charge.

Les sommes dues par les convives sont encaissées directement par le Titulaire.

Le Titulaire est responsable de l'application du taux de la T.V.A. :

- 5,5 % sur un produit conditionné dans un **contenant** permettant sa **conservation**, donc pour une consommation qui peut être différée. Le contenant doit être hermétique, avec une date limite de conservation.
- 10 % sur un produit vendu pour une **consommation immédiate**.

9.2 - Fréquentation du restaurant d'entreprise

Il est demandé au Titulaire, pour le chiffrage des frais fixes constitutifs du droit d'entrée, de tenir compte de 10 tranches de fréquentation journalières moyennes indiquées en annexes de l'acte d'engagement, à savoir :

- **Tranche 1** : 0 à 100 couverts/jour
- **Tranche 2** : 101 à 200 couverts/jour
- **Tranche 3** : 201 à 300 couverts/jour
- **Tranche 4** : 301 à 400 couverts/jour
- **Tranche 5** : 401 à 500 couverts/jour
- **Tranche 6** : 501 à 600 couverts/jour
- **Tranche 7** : 601 à 700 couverts/jour
- **Tranche 8** : 701 à 800 couverts/jour
- **Tranche 9** : 801 à 900 couverts/jour
- **Tranche 10** : 901 couverts/jour et plus

Les calculs devront être effectués sur la base unique et imposée :

- De 21 jours par mois, soit 252 jours par an,
- Du nombre moyen de couverts par tranche.

La tranche retenue par la CNAM sera indiquée dès la notification de l'accord-cadre.

Le prix du droit d'entrée qui sera appliqué dès le démarrage de l'accord-cadre et pour une période d'un trimestre sera celui indiqué pour cette tranche. Le principe est de déterminer la tranche applicable en fonction de la moyenne des données réelles de fréquentation sur les mois d'avril, mai et juin 2025.

Au-delà du 1er trimestre d'exécution de l'accord-cadre, dans le cas où la fréquentation moyenne observée ferait apparaître, pendant 3 mois consécutifs, des valeurs supérieures ou inférieures aux bornes de la tranche de facturation utilisée, le Titulaire informera la CNAM des nouvelles modalités de facturation proposées sur le trimestre à venir, sur la base de justificatifs (fréquentation du trimestre précédent) et d'un argumentaire (projection des effectifs présents sur le site de Frontalis). Le Titulaire devra transmettre à la CNAM ces éléments au plus tard une semaine avant la fin de chaque trimestre. La CNAM devra agréer expressément le changement de tranche.

Ces ajustements auront lieu sans qu'il soit nécessaire de rédiger un avenant.

ARTICLE 10 - MODALITES DE VALIDATION ET DE PAIEMENT DES PRESTATIONS

Les modalités de règlement sont les suivantes :

10.1 - Périodicité et modalités de facturation

10.1.1 - Pour le restaurant d'entreprise et la vente rapide à emporter

Les convives bénéficient de la participation employeur à hauteur de 6,91€TTC (montant en vigueur à date) directement au passage en caisse à l'occasion du paiement du plateau repas ou de la prestation de vente à emporter. En conséquence, la CNAM verse au Titulaire la participation employeur en fonction du nombre de passage des convives sur le self.

Les convives pourront également approvisionner leur badge au fur et à mesure de leurs besoins en espèce, chèques ou carte bancaire en vue de payer leur reste à charge. La carte restaurant chèque déjeuner dématérialisée, à date Pluxee pour information, généralisée à la CNAM depuis mars 2021, pourrait être utilisée comme moyen de paiement sur un terminal bancaire acceptant la carte avec perception d'un PPC (perçu pour compte).

La gestion des badges se fera à l'aide des caisses enregistreuses mises en place par le Titulaire, à sa charge et sous sa responsabilité.

Au début de chaque mois, le Titulaire doit remettre à la CNAM un état récapitulatif général nominatif faisant apparaître le nombre de repas servis dans le mois précédent. Ce fichier permettra de pénaliser le nombre de passages en caisse sur le droit de la commande suivante.

Exemple :

Mois de mars = 15 passages au restaurant d'entreprise
Droit théorique de la commande sur le mois d'avril = 20 participations employeurs
– 15 passages restaurant d'entreprise du mois de mars = 5 droits attribués en Tickets
Restaurant.

10.1.2 - Pour la restauration à la carte

Pour les prestations qui ont donné lieu à l'établissement d'un bon de commande ou d'un marché subséquent, les paiements sont effectués dès réception des factures correspondantes et après apposition du service fait.

Les prestations seront facturées au nombre commandé sauf annulation ou modification au plus tard 48 heures avant le jour de leur réalisation.

10.2 - Modalités de transmission des factures

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D. 2192-1 et suivants, R. 2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, la CNAM informera le Titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CNAM informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER,
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE. A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro de l'accord-cadre tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier la prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le Titulaire pourra consulter :

- le site **Communauté Chorus Pro** à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

10.3 – Mentions devant figurer sur les factures, quel que soit leur mode de transmission

Pour la restauration à la carte, les factures doivent comporter les mêmes indications que celles figurant sur l'accord-cadre, à savoir :

- Le numéro du présent accord-cadre
- Le nom et l'adresse du Titulaire
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- La date de la facture
- Les références des bons de commande ou du marché subséquent
- Le lieu d'exécution des prestations
- Le détail des prestations
- Le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC

10.4 - Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

La CNAM se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CNAM règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours calendaires, par application de l'article 2192-10 du Code de la commande publique, à compter de la date de réception de paiement par le pouvoir adjudicateur, selon les conditions requises par l'article R 2192-12 du Code de la commande publique.

Sous réserve de la réunion des conditions de l'article R 2192-13 du code de la commande publique, le délai de paiement de 30 jours calendaires court à compter de la date d'exécution des prestations.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CNAM en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires : Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du

principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

10.5 – Avance due au Titulaire

En application des dispositions de l'article L2191-2 et des articles R2191-3 et suivant du Code de la commande publique, une avance est versée au Titulaire si le montant minimum du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT, et son délai d'exécution supérieur à deux mois, sauf renoncement du Titulaire précisé dans l'acte d'engagement.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant minimum du marché si la durée de l'accord-cadre est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant minimum divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant minimum, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dans le cas d'un marché à tranche optionnelle, une avance est versée au Titulaire pour chaque tranche affermée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivant du Code de la commande publique susmentionnés.

Nota : Dès lors que le Titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au Titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la Commande Publique.

10.6 – Nantissement et cession de créance

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du Code de la commande publique est le Comptable de la CNAM ou son représentant habilité.

ARTICLE 11 – VARIATION DES PRIX

Les prix du présent accord-cadre, inscrits en annexes financières à l'acte d'engagement, sont établis sur la base des conditions économiques du 1^{er} jour du mois de la remise des offres (après négociation). Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés par application des fréquences et des indices suivants.

Self / vente à emporter / cafétéria

Assiette (P)	Fréquence de révision	Indice (I)	Formule
<p>P = Montant des frais fixes révisé</p> <p>P0= Montant des frais fixes avant révision</p>	<p>Fréquence annuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> Au 1^{er} septembre de chaque année (1^{ère} révision au 1^{er} septembre 2026) 	<p>I = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565191</p>	<p>$P = P_0 \times (I/I_0)$</p> <p>Formule dans laquelle :</p> <p>I = dernier indice connu un mois avant la date effective de prise d'effet de la révision</p> <p>I₀ = indice retenu lors de la précédente révision. Indice du mois zéro pour la 1^{ère} révision.</p>
<p>P= Prix des prestations révisé</p> <p>P0 = Prix des prestations avant révision</p>	<p>Fréquence annuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> Au 1^{er} septembre de chaque année (1^{ère} révision au 1^{er} septembre 2026) 	<p>I = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1 - Produits alimentaires - Identifiant 001763868</p>	<p>$P = P_0 \times (I/I_0)$</p> <p>Formule dans laquelle :</p> <p>I = dernier indice connu un mois avant la date effective de prise d'effet de la révision</p> <p>I₀ = indice retenu lors de la précédente révision. Indice du mois zéro pour la 1^{ère} révision.</p>

Prestations annexes

Assiette (P)	Fréquence de révision	Indice (I)	Formule
P= Prix des prestations révisé P0 = Prix des prestations avant révision	Fréquence annuelle <ul style="list-style-type: none">Au 1er septembre de chaque année (1ère révision au 1er septembre 2026)	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.2 – Services de traiteurs et autres services de restauration – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766519	$P = P_0 \times (I/I_0)$ Formule dans laquelle : I = dernier indice connu un mois avant la date effective de prise d'effet de la révision I ₀ = indice retenu lors de la précédente révision. Indice du mois zéro pour la 1 ^{ère} révision.

Les révisions de prix du présent accord-cadre n'ont pas à être constatées par avenant.

Le calcul de la révision de prix est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

Lorsque le Titulaire procède à une révision des prix, il transmet au CNAM une révision des annexes financières. Le Titulaire justifie la révision annuelle en joignant à sa demande de révision la formule avec les indices utilisés ainsi que le pourcentage de révision (le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur).

L'accord-cadre n'intègre ni clause butoir, ni clause de sauvegarde.

ARTICLE 12 - CLAUSE DE REEXAMEN

L'accord-cadre être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique et à l'article 25 du CCAG-FCS Ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale de l'accord-cadre et doivent être en lien direct avec son objet.

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, pendant la durée de l'accord-cadre, la CNAM et le Titulaire peuvent prévoir de négocier une modification de l'accord-cadre relative aux conditions d'exécution des prestations :

- Pour répondre à une évolution réglementaire ou normative, d'ordre technique ou technologique ;
- Pour prendre en compte l'évolution des conditions d'exécution des prestations ;
- En cas d'une évolution significative du volume prévisionnel de prestations objet de l'accord-cadre ;
- En cas de circonstance que la CNAM et le Titulaire ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché.
- En cas de création d'un espace de thématique dans le restaurant d'entreprise, avec encaissement dédié proposant de la vente à emporter ainsi que du service à table digitalisé.

Cette offre de type thématique serait dédiée, indépendante et proposée dans l'espace VIP dudit restaurant, avec service à table ou à emporter.

À ce titre, l'offre pourrait proposer aux convives la faculté de choisir chaque jour parmi une sélection de plats traditionnels thématiques, tels que des entrées, des plats variés et des desserts, préparés sur place avec des produits frais et de qualité.

Le concept thématique pourrait être assorti d'un service digitalisé permettant un accès rapide et fluide à la carte via des bornes interactives ou des applications mobiles, où chaque convive pourrait composer son repas en fonction de ses préférences.

L'espace thématique bénéficierait d'un encaissement dédié, facilité par des bornes de paiement sans contact [ou une plateforme en ligne, ou mise en place d'un scan plateau] ainsi qu'une caisse de paiement sur place.

Dans le cadre de cette clause, le surcoût induit, le cas échéant, par l'ouverture de l'espace thématique sera à valoriser par le Titulaire par tranche de fréquentation et fera l'objet de discussions entre les parties en cours d'exécution du présent accord-cadre. Il est d'ores et déjà convenu que le modèle économique de l'espace thématique serait indépendant de celui du self et de la cafétéria.

Si les parties s'accordent sur la modification de l'accord-cadre il est nécessaire alors de matérialiser l'évolution par un avenant signé par l'ensemble des parties.

ARTICLE 13 – PENALITES

Les pénalités reprises ci-après sont cumulables entre elles et ne présentent pas de caractère libératoire. Les pénalités applicables directement ne font pas l'objet d'une invitation du Titulaire à présenter des observations, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS. De même, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG – FCS, le Titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Désignation de la pénalité	Montant	Mise en demeure préalable
Non-respect de l'engagement d'insertion	50€ par heure en cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser.	
	75 € par jour de retard en cas de non-transmission des attestations et justificatifs propres à permettre.	
Non-respect des spécifications qualitatives des denrées (produits présentant des marqueurs durables au sens de la loi EGalim et taux d'alimentation durable.)	500 € par infraction constatée, à savoir par produit concerné.	
Contrôles qualités Contrôles qualité (Plan de contrôle annexé au présent CCAP) L'application des pénalités sera effectuée à compter de la date de démarrage de l'accord-cadre,	Une pénalité de 50 € par point relevé est appliquée en cas de non-conformité, selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Les non-conformités sont sanctionnées en fonction du nombre de points de pénalités définis dans le plan de contrôle. • Les points de pénalités se cumulent lors de chaque contrôle. • En cas de cumul de 30 points de pénalités 	

Désignation de la pénalité	Montant	Mise en demeure préalable
<p>selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1er trimestre : Les pénalités seront comptabilisées mais non appliquées. Au-delà du 1er trimestre : Les pénalités seront comptabilisées et prélevées sur le Titulaire, en déduction de la facture mensuelle, faisant apparaître le nombre et le montant global des participations employeur (article 9.1.2 du CCAP). 	<p>par contrôle, la CNAM reste seule juge de l'application effective des pénalités.</p> <ul style="list-style-type: none"> Si le Titulaire obtient un minimum de 100 points de pénalités pendant 3 trimestres consécutifs, le non-respect des contrôles qualité pourra être considéré comme une cause de résiliation de l'accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire, sur demande écrite de la CNAM, pourra être contraint de procéder au remplacement du gérant du restaurant dans les plus brefs délais. L'ajustement de la périodicité des contrôles au cours de l'accord-cadre n'a pas besoin d'être constaté par avenant. 	
Non-respect des DLC	10 € par infraction constatée (s'entend par produit présenté dont la DLC est dépassée) ex : deux yaourts identiques dont la DLC est dépassée, induit l'application de deux pénalités.	
Non-respect des modalités de nettoyage et d'entretien des locaux et des équipements mis à disposition	50 € par jour de retard	X
Absence de plan de prévention des risques	50 € par jour de retard	X
Non-transmission du plan de nettoyage des locaux	50 € par jour de retard	X
Non-respect des règles d'hygiène imposées par la réglementation en vigueur	100 € par infraction constatée	
Évacuation des déchets	50€ par heure de retard en cas de non-respect du tri sélectif ou non-enlèvement des containers suivant la fréquence	
Non transmission des documents permettant de valider l'origine et la traçabilité des denrées	50 € par jour de retard	X
Contrôles bactériologiques et audits d'hygiène	50 € par jour de retard dans la transmission des résultats des contrôles bactériologiques	X
	300€ en cas de résultats du contrôle bactériologique inférieur au seuil d'acceptabilité et des résultats de l'audit d'hygiène inférieurs au seuil d'acceptabilité	
Transmission des rapports périodiques	Retard dans la transmission du rapport mensuel à la fin de chaque mois ou du rapport annuel transmis au mois de février.	
Transmission du plan de progrès annuel	Retard dans la transmission du plan de progrès annuel à la suite de la réunion prévue.	
Réception des livraisons	Non-utilisation des matériels mis à disposition par la Cnam (chariot automoteur) au profit du Titulaire pour la réception des livraisons.	
Exécution des bons de commande	En cas de retard non valablement motivé dans l'exécution d'un bon de commande.	

Désignation de la pénalité	Montant	Mise en demeure préalable
Révision et exécution de la facturation	En cas de refus non valablement motivé d'exécution d'un bon de commande.	
Matériels mis à disposition par la Cnam	En cas de mauvaise exécution d'un bon de commande non valablement motivé.	
Absences de réponses aux demandes de la Cnam	Non-respect des modalités de facturation trimestrielle / encaissement / recouvrement.	
Profils et compétences du gérant et du chef cuisinier	En cas de mauvaise utilisation des équipements de cuisine et de distribution mis à disposition du Titulaire par la Cnam.	
En cas de consommation excessive des fluides par le Titulaire (hors impacts de la revalorisation des tarifs par les fournisseurs d'énergie et de l'augmentation de la production)	500 € en cas de consommation (en volume : kwh, m3) supérieure de 30% à celle de l'exercice précédent (du 1er septembre n-1 au 31 août n) à iso fréquentation.	

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

14.1 – Confidentialité

• Définition

Le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

• Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

• Obligations du Titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, par l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

À cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée et/ ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- Procéder à la destruction, en fin d'accord-cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

• **Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause**

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification, et par tous moyens, qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation, et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin, il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

• **Limites de responsabilité**

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou la juridiction concernée.

À l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

1.2 – Règlement général sur la protection des données (RGPD)

L'exécution du présent accord-cadre peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CNAM au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, par l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4.8 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (art. 28 et s. RGPD) de :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CNAM, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CNAM ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à la CNAM, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CNAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CNAM de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits des personnes ;
- Informer la CNAM de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles) ;
- Notifier à la CNAM, au plus tard dans les 48h, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Art. 33 RGPD) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM (Art. 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions prévues à l'accord-cadre, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CNAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations. Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à la CNAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CNAM (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la CNAM, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (Art. 37 RGPD).

ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le Titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le Titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le Titulaire sera tenu de produire l'attestation, à la CNAM, de cette assurance entre l'attribution de l'accord-cadre et sa notification en même temps que les autres documents (justificatifs fiscaux et sociaux) dans le délai de 8 jours calendaires.

Par ailleurs, le Titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 16 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatif au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 du code du travail pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Conformément aux articles L 2395-2, L 2341-6, L 2141-12 et L 2195-4 du Code de la commande publique, en cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en

demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent CCAP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier. La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

ARTICLE 17 – RESILIATION

Outre les cas prévus au chapitre 7 du CCAG-FCS et aux articles du présent CCAP, la CNAM se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois.

En cas de résiliation du présent accord-cadre, le Titulaire sera tenu d'exécuter les prestations qui auront été commandées préalablement à celle-ci au travers des bons de commande correspondants aux annexes financières, ou au travers de marchés subséquents, et seules les prestations réalisées feront l'objet d'un règlement.

La résiliation du présent accord-cadre entraîne l'impossibilité de passer de nouveaux bons de commande ou marchés subséquents.

ARTICLE 18 - LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée au seul article 46 du CCAG-FCS.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces difficultés, avant de saisir un tribunal. En cas de persistance du différend, la CNAM et/ou le Titulaire peut recourir soit à une transaction, conformément aux articles L. 2197-5 du Code de la commande publique et 2044 du Code civil.

En cas d'échec de la conciliation amiable, la juridiction compétente pour traiter les litiges nés de l'exécution du présent accord-cadre est le :

Greffes du tribunal administratif de Paris :
Sis au 7, rue de JOUY, F-75181 Paris cedex 04.
Site internet : <http://www.ta-paris.juradm.fr>
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Tél. : 01 44 59 44 00
Fax : 01 44 59 46 46

ARTICLE 19 – DEROGATION

Les dérogations aux CCAG-FCS, explicitées dans les articles du présent CCAP désignés ci-après, sont apportées aux articles suivants :

Article du CCAP concerné par les dérogations	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 13 – Pénalités	Articles 14.1.1 et 14.1.3

ARTICLE 20 - DROIT APPLICABLE

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.